



Service statistique ministériel
de la *sécurité intérieure*

État des lieux de la statistique publique sur la sécurité et présentation des travaux du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure

CNIS - commission « Services publics et services aux publics » - nov. 2015

1 - La situation statistique dans le domaine de la sécurité intérieure

- Les enquêtes de victimation
- Les comptages par les forces de sécurité
- Les procédures rédigées par les forces de sécurité
- Autres sources

A - Les enquêtes de victimation

- La meilleure source pour mesurer l'insécurité, en s'adressant aux victimes potentielles (recommandations internationales)
- La principale : Cadre de vie et sécurité, INSEE-ONDRP-(Ssmsi).
 - Référence en matière de victimation « ménage » et « individus »: vols, dégradations, violences
 - Aborde aussi le sentiment d'insécurité et certaines perceptions
 - Enquête annuelle, à visée barométrique
 - Exploitations thématiques en utilisant plusieurs millésimes

Les enquêtes de victimation (suite)

- Il y a eu des enquêtes de victimation avant Cadre de vie et sécurité (Cesdip, EPCV - 1996 à 2006)
- L'IAUIdF organise une enquête en IdF tous les deux ans (hors stat publique); d'autres enquête locales (Paca)
- L'Ined a réalisé l'ENVEF en 2000 et VIRAGE en 2015
- L'éducation nationale réalise des enquêtes « climat scolaire et victimation en milieu scolaire » (collèges, lycées)

Les enquêtes de victimation (fin)

- Avantages :
 - Pilotage par le statisticien, du questionnaire aux traitements
 - Pas d'intermédiaire d'enregistrement/déclaration
 - Pas d'interférence « administrative »
 - Potentiel de comparaison internationale
- Inconvénients :
 - coût
 - précision (temporelle, géographique, sous-populations,..)
 - fréquence et fraîcheur
 - Caractère déclaratif (et sensibilité à « l'actualité »)
 - Champs limités (ménages ordinaires ou strates d'entreprises ou....)

B - Les comptages par les forces de sécurité

- Depuis 1972 « l'état 4001 » :
 - comptage mensuel par commissariat ou par brigade,
 - des crimes et délits non routiers
 - selon 107 grands types d'infraction : cambriolages de résidences principales, vol d'automobile, vol à la tire, vol à main armée contre établissement financier, règlement de compte entre malfaiteurs, viols sur majeur(e), usage de stupéfiant, proxénétisme, chasse et pêche....
 - Selon le lieu et leur mois d'enregistrement
- Outil de suivi et de pilotage de l'activité judiciaire des forces de sécurité
- Devenu un outil de communication, d'évaluation....et un sujet de polémiques

Les comptages par les forces de sécurité (suite)

- Inconvénients :
 - Uniquement les faits portés à la connaissance des forces de sécurité
 - champ incomplet (thématique, juridique),
 - conceptuellement hétérogène (victimes/procédures/infractions/auteurs)
 - Absence totale de données descriptives (rien sur victimes, dates, lieux, mode opératoire,..)
 - sensible aux manipulations (saisie, diffusion) jusqu'à 2015
 - sensible aux évolutions juridiques, techniques et organisationnelles.
- Avantages :
 - Les faits les plus graves y sont –en général- répertoriés
 - séries longues
 - homogénéité territoriale
 - fraîcheur

Les comptages par les forces de sécurité (fin)

- Longtemps seul outil de mesure de l'insécurité connu et valorisé
- Souvent considéré comme LA mesure de la délinquance
- Nécessaire au pilotage, au suivi et à l'évaluation des politiques de sécurité malgré ses limites
- Garde l'avantage de la fraîcheur (et de la géographie d'enregistrement)
- Désormais, leur production est plus « sécurisée »
- Le SSMSI en tire une statistique publique depuis octobre 2015

C - Les procédures rédigées par les forces de sécurité

- Des « données détail » sur des procédures (procès verbaux) de plaintes, constatations, gardes à vue, comptes rendus d'enquêtes sont dans des bases centralisées
- Des données riches sur l'insécurité « enregistrée » :
 - Détail de l'infraction (13 000 articles du code pénal !) depuis 2015
 - Dates des faits
 - lieux de commission (géographie, type de lieu) depuis 2015
 - caractéristiques des victimes (sexe, âge, nationalité, parfois profession)
 - Mobiles
 - Modes opératoires, objets,....
 - caractéristiques des personnes mises en cause quand il y en a

Les procédures rédigées par les forces de sécurité (suite)

- C'est désormais sur cette base que sont réalisés les « comptages »
- ...mais on ne peut pas « reconstituer le passé » avec toute cette richesse
- ...mais tout n'est pas normalisé ni rempli dans les bases
- ...mais ces bases portent uniquement sur les crimes et délits
- ...mais les systèmes sont hétérogènes entre police et gendarmerie

Les procédures rédigées par les forces de sécurité (suite et fin)

- ... on reste sur le champ de la délinquance enregistrée :
 - Ok sur : homicides, vols à main armée, cambriolages, vols de voiture
 - Indications sur : violences physiques sur la voie publique, vols violents, vols sans violence
 - Très insuffisant quantitativement sur : dégradations, violences sexuelles, violence au sein du ménage, injures, menaces, escroqueries, atteintes aux entreprises.
- C'est une source de statistique publique en devenir

D - Autres sources

- Des questions de victimation dans d'autres enquêtes :
 - Question « violence ou dégradation dans le voisinage » (enquête ERCV/SILC)
 - Questions de victimation dans « Sans domiciles »
 - Questions sur la victimation liée aux systèmes d'information et de traitement des données dans les enquêtes TIC auprès des entreprises
 - Enquête Sivilis - Système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire
- Sources administratives ou privées potentielles
 - Le reste de l'activité des forces de sécurité (contraventions, mains courantes, fichiers...)
 - Assurances (préjudices)
 - Système financiers (escroqueries)
 - Justice...

Contexte international

- Difficulté des comparaisons basées sur de la délinquance enregistrée (Eurostat le fait quand même, avec l'ONU) : variétés des systèmes juridiques, des organisations policières,....
- L'échec d'un projet d'enquête de victimation européen en 2012
- Une « Classification internationale des infractions » a été adoptée tout récemment par l'ONU. Elle ne règle pas les problèmes pratiques, mais offre un cadre « neutre » de classification.

2 - Le SSMSI

- Créé en septembre 2014, « reconnu » comme SSM en décembre 2014
- 14 agents, dont 6 cadres de l'Insee
- 2 bureaux :
 - Production statistique et diffusion (7 agents dont 2 Insee)
 - Méthodologie et études statistiques (5 cadres A dont 3 Insee)
- Rattachement à deux directions générales : Police nationale et Gendarmerie nationale
- Insertion auprès de la directrice centrale de la police judiciaire

Le SSMSI : histoire et positionnement

- Au sein du ministère : « hérite » d'un service qui exploitait les comptages statistiques réalisés par les forces de sécurité à des fins uniquement internes
 - Comme tout SSM, une grande partie de l'activité : tableaux de bord, réponse aux demandes internes
- A été créé pour « professionnaliser » la production de statistiques et mettre fin au doute permanent sur la sincérité des données
 - Amélioration du traitement des données administratives, expertise des systèmes d'information et impact de leur évolution
 - « Fiabilisation » de l'analyse statistique en interne
- Le SSMSI s'insère dans l'ensemble du SSP dans un champ qui n'était pas couvert par un SSM et devient producteur de statistique publiques.

[Interstats](#)

Actualités



Conjoncture N°1
Octobre 2015

Analyse conjoncturelle des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie à la fin du mois de septembre 2015

6 octobre 2015

Interstats Conjoncture N° 1 - Octobre 2015

Analyse conjoncturelle des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie à la fin du mois de septembre 2015



Analyse N°1
Octobre 2015

Les déterminants sociaux, démographiques et économiques de la localisation des cambriolages de logement : une modélisation statistique à l'échelle des communes françaises

6 octobre 2015

Les déterminants sociaux, démographiques et économiques de la localisation des cambriolages de logement : une modélisation statistique à l'é...

En 2014, les 232 500 cambriolages de logement constatés par la police et la gendarmerie se sont répartis sur 21 500 communes : 15 000...



Info rapide N°4
Octobre 2015

Les victimes de vols avec violences

6 octobre 2015

Les victimes de vols avec violences physiques ou menaces - Interstats Info rapide N° 4 - Octobre 2015

Interstats

- ▶ **Actualités**
- ▶ Conjoncture
- ▶ Thèmes
- ▶ Méthode
- ▶ Communiqués
- ▶ Qui sommes-nous ?

+ [Nous contacter](#)

+ [Retrouvez-nous sur Twitter](#) ↗



Le contenu de l'espace internet

- Des chiffres clés, souvent issus de « Cadre de vie et sécurité »
- Des présentations courtes « InterStats Info Rapide »
- Des études « InterStats Analyses »
- Les indicateurs conjoncturels « InterStats Conjoncture »
- De la méthodologie et des définitions
- Des liens vers l'ONDRP et le SSP
- Un compte Twitter pour se tenir au courant

« Thèmes »

[Chiffres-clés] Cambriolages, vols sans effraction des résidences principales et secondaires

6 octobre 2015

Nombre annuel de cambriolages, de tentatives de cambriolages et de vols sans effraction déclarés par les ménages

	2006	...	2010	2011	2012	2013
Cambriolages de la résidence principale	222 000		227 000	311 000	292 000	293 000
Nombre pour 100 ménages	0,8		0,8	1,1	1,0	1,0
Vols sans effraction de la résidence principale	295 000		309 000	309 000	311 000	269 000
Nombre pour 100 ménages	1,1		1,1	1,1	1,1	1,0
Cambriolages et vols sans effraction de la résidence secondaire ou dans un autre lieu possédé ou loué par les ménages	111 000		52 000	145 000	100 000	110 000
Nombre pour 100 ménages	0,4		0,2	0,5	0,4	0,4
Tentatives de vol visant les résidences des ménages	272 000		262 000	322 000	343 000	355 000
Nombre pour 100 ménages	1,0		1,0	1,2	1,2	1,3

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes « Cadre de Vie et Sécurité », Insee-ONDRP.

Lecture : en 2013, on estime à 293 000 le nombre de cambriolages de résidences principales, soit 1 cambriolage pour 100

- Vandalisme et dégradations
- Violences physiques ou sexuelles
- Vols avec violences
- Vols liés aux véhicules
- Vols sans violence

- ▶ Méthode
- ▶ Communiqués
- ▶ Qui sommes-nous ?

[+ Nous contacter](#)

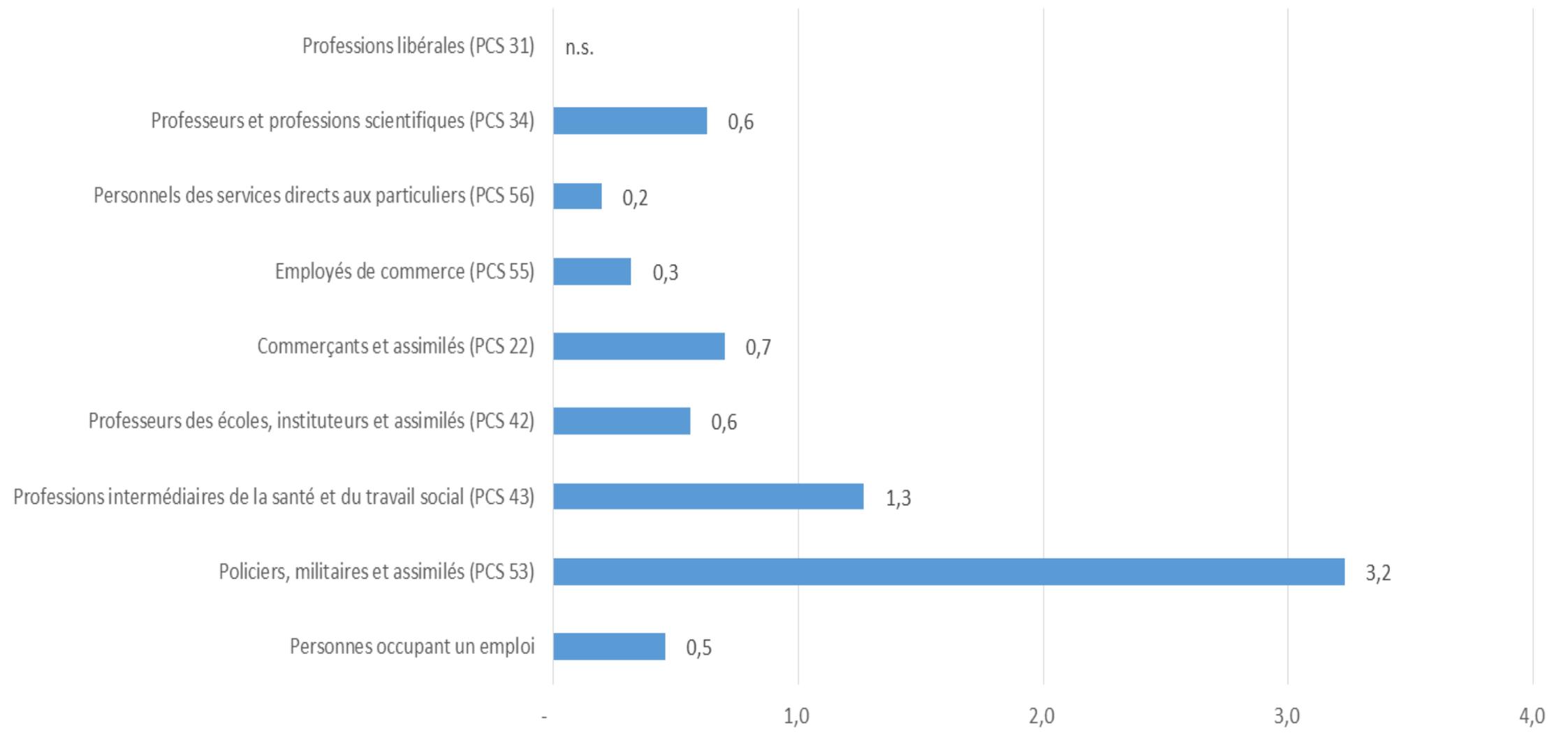
[+ Retrouvez-nous sur Twitter](#) 

 [Cambrilages, vols sans effraction des résidences](#)

principales et secondaires - Interstats
Chiffres-clés - Octobre 2015

[Format xlsx \[0,01 MB\]](#)

Proportion d'individus victimes de violences physiques au travail (en %)



Les victimes de vols d'automobiles

Interstats Info rapide N° 2 - Octobre 2015

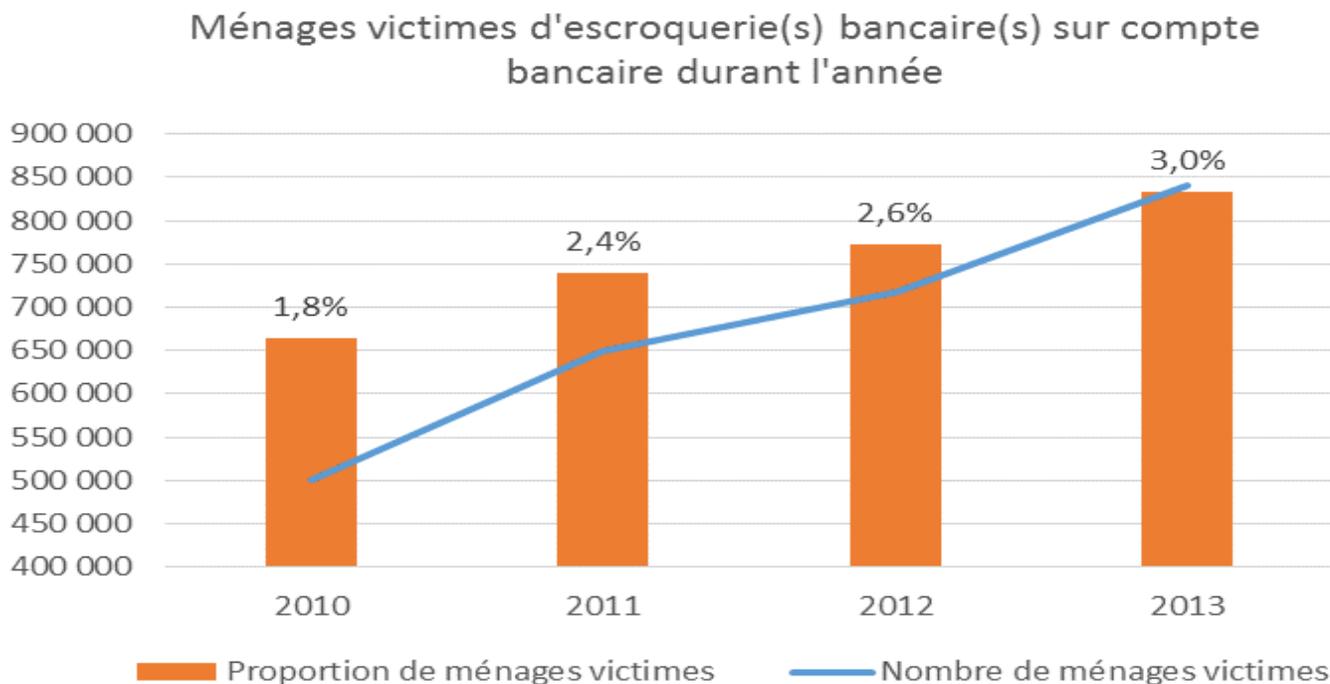
Le nombre de ménages se déclarant victimes de vols d'automobiles était orienté à la baisse entre 2008 et 2011, passant de 106 000 en 2008 (soit 0,5 % des ménages) à 66 000 en 2011 (soit 0,3 % des ménages), puis s'est stabilisé en 2012 et 2013.

Près des deux tiers des ménages victimes de vols d'automobiles retrouvent leur automobile ; parmi les véhicules retrouvés, la moitié a fait l'objet d'un vol d'accessoires.

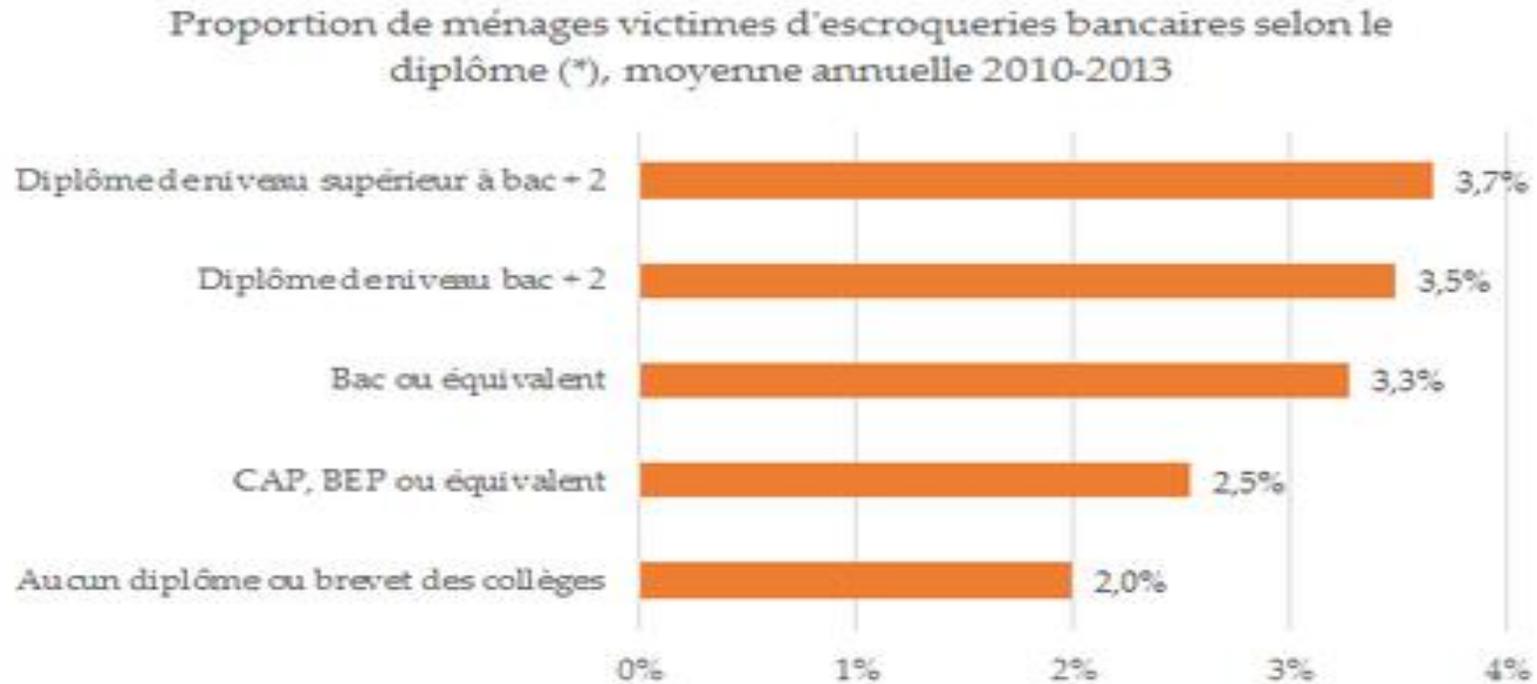
Les victimes d'escroqueries bancaires

Interstats Info rapide N° 3 - Octobre 2015

La proportion de ménages victimes d'escroqueries bancaires en hausse régulière depuis 2010, sont plutôt urbains, jeunes et diplômés.



Un ménage diplômé est davantage exposé aux escroqueries bancaires.

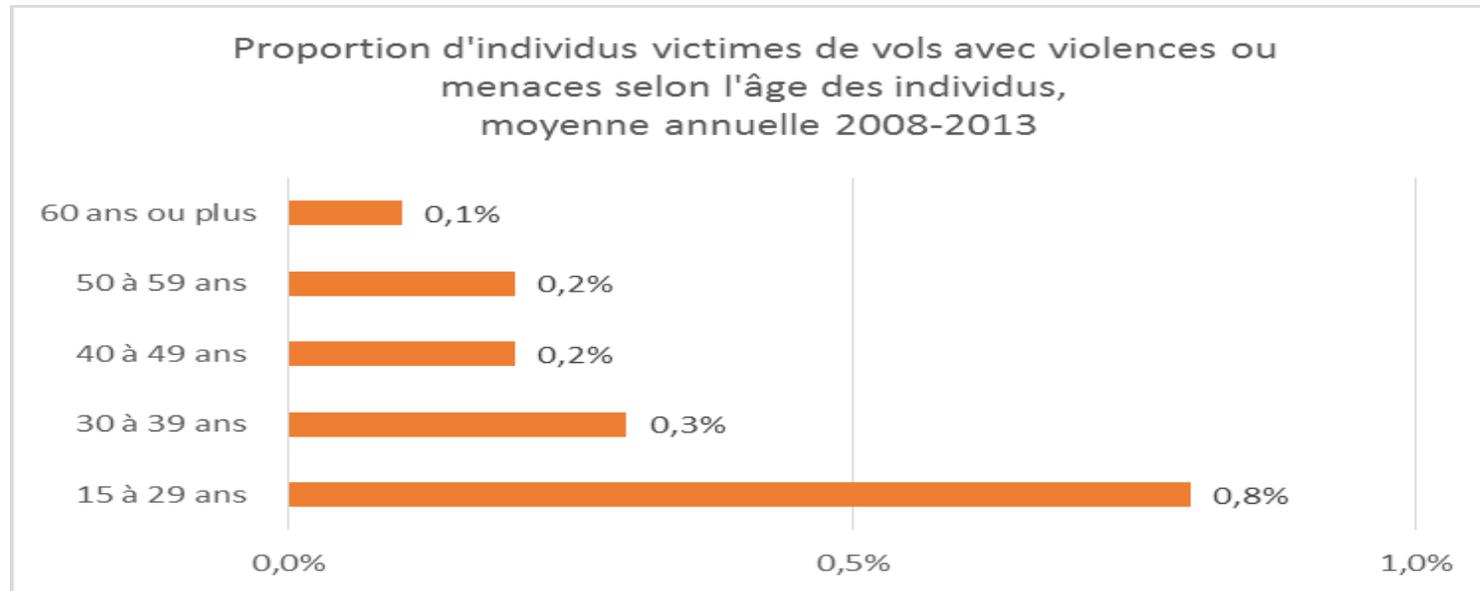


Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes « Cadre de Vie et Sécurité », Insee-ONDRP.

* Le diplôme pris en compte est celui de la personne de référence du ménage.

La classe d'âge des moins de 30 ans comporte la proportion la plus élevée de victimes de vols avec violences ou menaces.



Champ : Individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : Enquêtes « Cadre de Vie et Sécurité » 2009 à 2014, Insee-ONDRP.

Note de lecture : Parmi les individus âgés de 15 à 29 ans, 0,8% sont victimes de vols avec violences ou menaces dans une année.

L'exploitation d'enquêtes par le SSMSI

- Mise à jour des « chiffres clés »
- Evolution récente des préjudices des cambriolages
- En 2016 :
 - Le comportement de plainte et la qualité de l'accueil
 - Les jeunes : une classe d'âge qui comporte de nombreuses victimes
 - Sentiment d'insécurité et délinquance enregistrée dans le voisinage
 - Le coût économique de l'insécurité
- En concertation avec l'Ondrp et l'Insee

Une statistique publique sur les crimes et délits enregistrés par les forces de sécurité

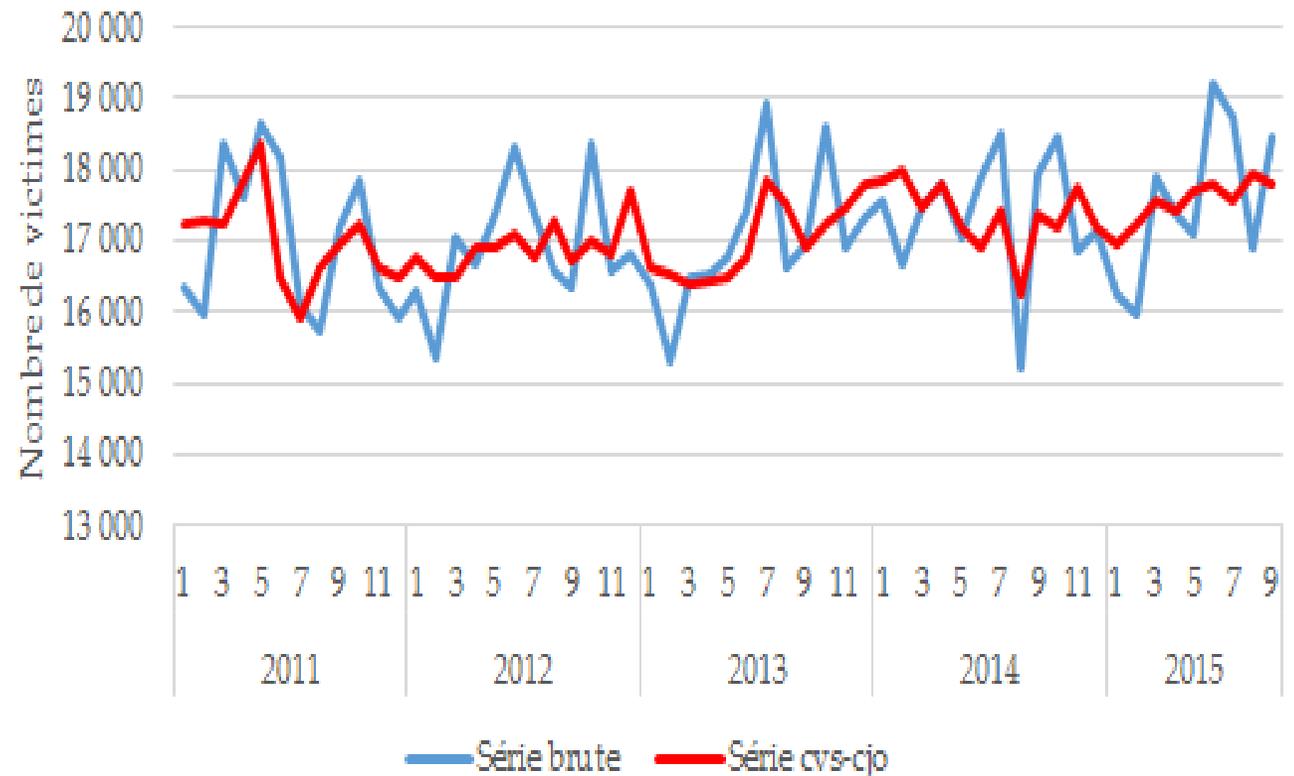
- Le SSMSI maîtrise désormais le mode de production des anciennes séries de « l'état 4001 »
- Certaines de ces séries ont un sens : intérêt pour le citoyen, fiabilité, stabilité, convergence avec les données de victimation
- Parfois elles ont été corrigées des impacts des changements de logiciel
- Elles sont commentées Corrigées des variations saisonnières (et des JO)
- Diffusion mensuelle, depuis octobre 2015, dans les règles du CBP.
- Plus de séries en 2016

Les **coups et blessures volontaires sur les personnes de 15 ans ou plus** sont stables en septembre 2015 alors qu'ils avaient progressé en août.

Sur les trois derniers mois leur niveau est en légère hausse de 1 % par rapport aux trois mois précédents.

En progression depuis le printemps 2015, les coups et blessures volontaires enregistrés sur les personnes de 15 ans ou plus se situent à la fin de l'été à un niveau supérieur à celui du début de l'année 2015 et de la fin de l'année 2014.

Coups et blessures volontaires (sur personnes de 15 ans ou plus)

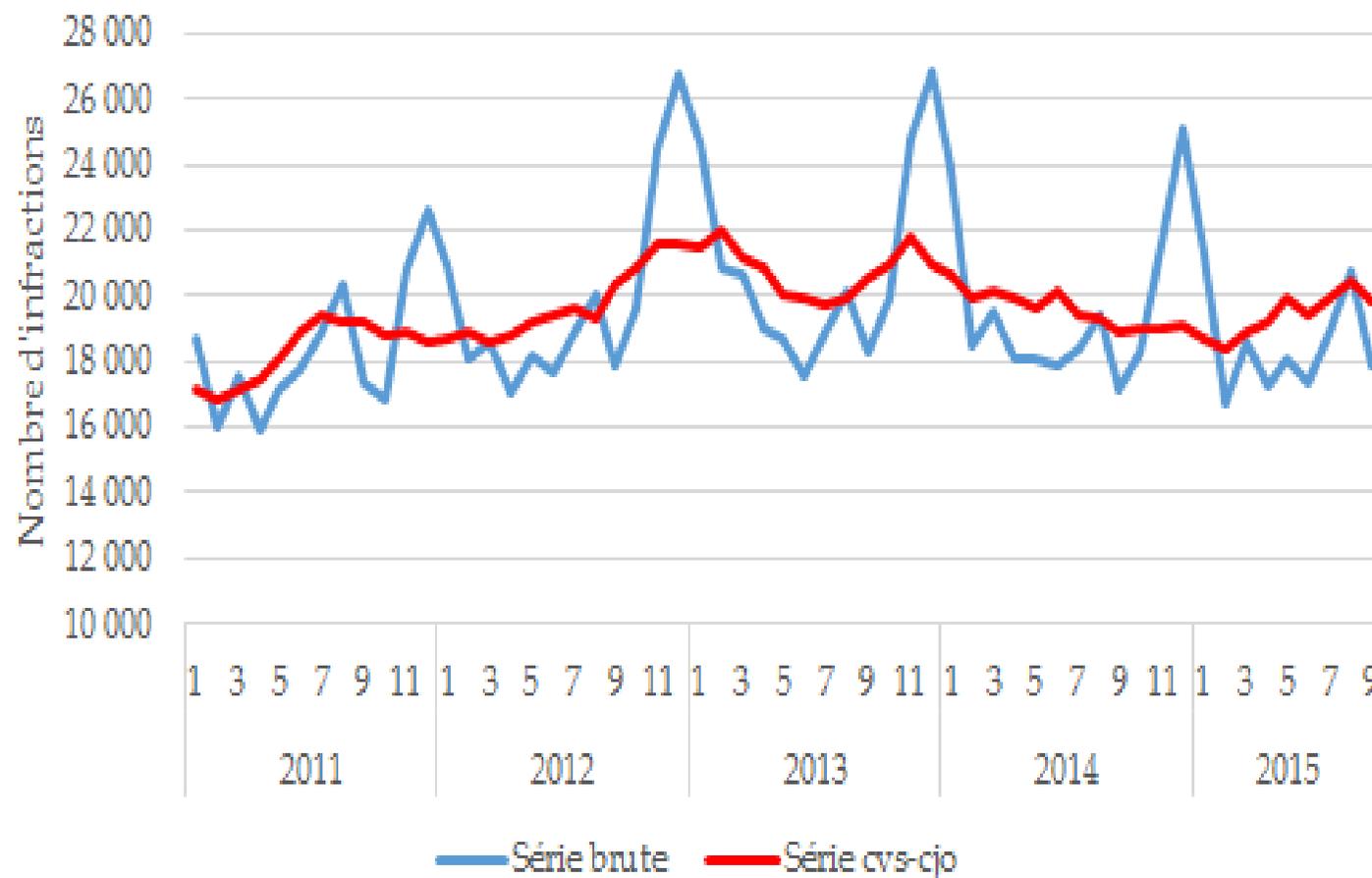


Les **cambriolages de logement** diminuent en septembre 2015 alors qu'ils avaient augmenté en août.

Sur les trois derniers mois, la hausse atteint 3 % par rapport aux trois mois précédents.

Depuis le printemps 2015, le nombre de cambriolages enregistrés est orienté à la hausse.

Cambriolages de logement



Un exemple de difficulté technique

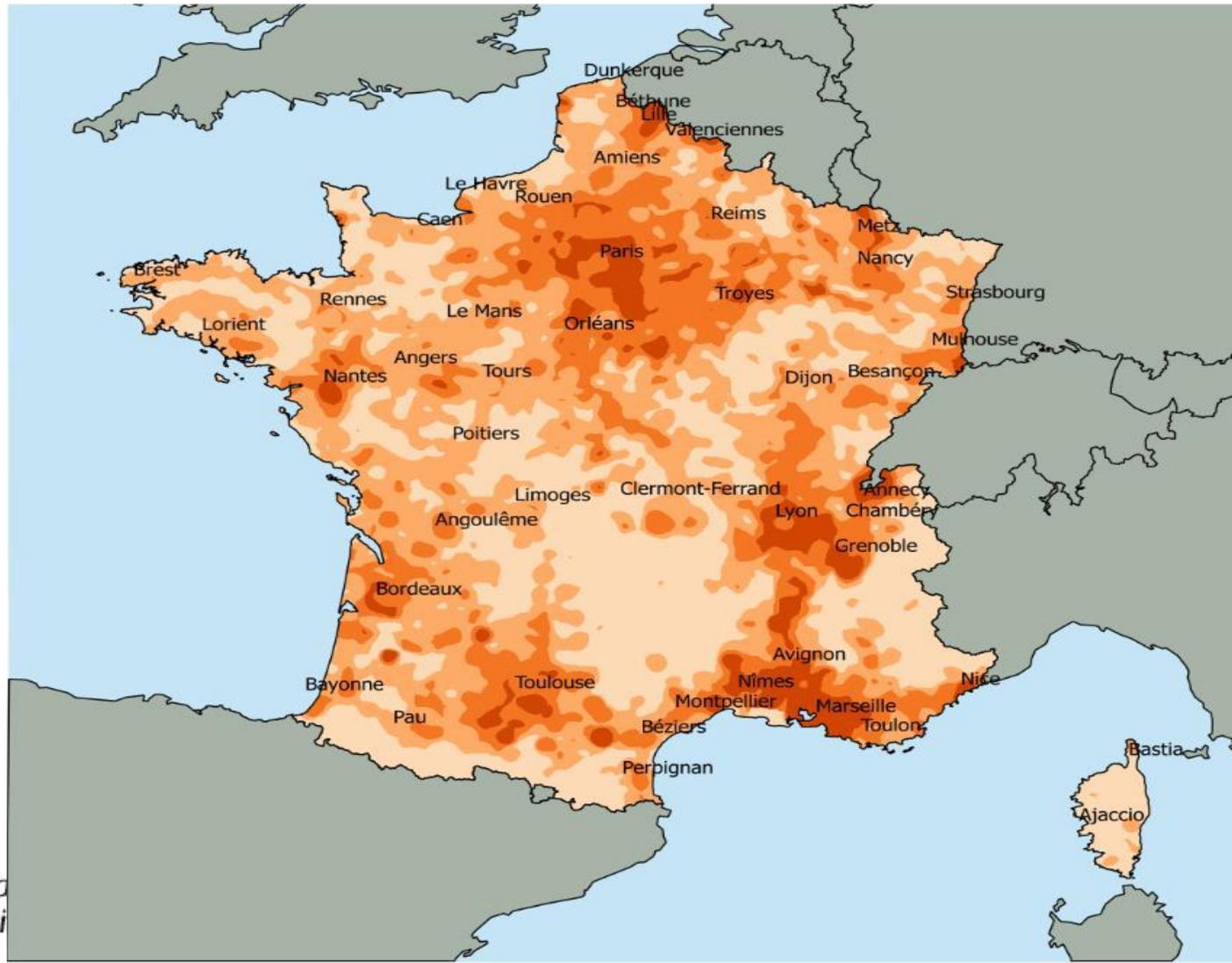
- Le nombre de cambriolages de logements a augmenté nettement le mois du changement de SI de la police nationale
- Auparavant, il y a avait une re saisie avant enregistrement « statistique »
- Désormais, on compte directement les PV de plaintes (ou de constatation)
- Manifestement, la proportion de « tentatives » augmente
- Certains faits aujourd'hui comptés en « cambriolages » étaient autrefois comptés en « dégradations »
- On a « rétropolé » la série et documenté les choix statistiques

Bientôt une nouvelle source statistique : la base des infractions enregistrées

- On dispose désormais de fichiers « détail », au moins sur les crimes et les délits
- Exhaustifs à partir de l'année 2015 seulement (mais on essaie de « remonter »)
- Hétérogènes entre police et gendarmerie
- Avec des données potentiellement sensibles

- Perspective de fichiers « détail » et de fichiers de « comptage » en 2016, à Quetelet ou au CASD.

L'analyse des communes dans lesquelles les cambriolages sont les plus fréquents.



Nombre de cambriolages
pour 1 000 logements

- moins de 3,2
- de 3,2 à moins de 6
- de 6 à moins de 9,8
- supérieur ou égal à 9,8

Source : base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie. Données locales (Insee). Traitements : Insee-PSAR Marseille.

C'est dans les communes de banlieue des grandes agglomérations que le nombre de cambriolages pour 1 000 logements est le plus élevé.

Il est à l'inverse faible loin des grandes aires urbaines.

L'intensité des cambriolages est particulièrement forte dans les régions Île-de-France, PACA et Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, et dans la vallée du Rhône, alors qu'elle est faible en Corse et dans les régions nord du littoral atlantique.

Les cambriolages sont plus fréquents dans les communes où les revenus sont très élevés, mais également là où la proportion de personnes sans diplôme est élevée et là où réside une population particulièrement jeune.

À situations géographiques et sociales égales, les communes où les maisons prédominent sont plus souvent concernées par les cambriolages que celles qui concentrent des appartements.

Des travaux thématiques

- Sur des sujets mal appréhendés par les catégories actuelles :
 - Violences intra familiales et conjugales
 - Les types de lieux de commission
 - Cyber délinquance
 - Infractions liées aux origines, à la race, à la religion
- En collaboration avec la SDES du Ministère de la justice

Conclusions

La Statistique publique	Le SSMSI via InterStats
Des enquêtes de victimation « fiables » mais coûteuses, au 1 ^{er} rang desquelles « Cadre de vie et sécurité »	Des chiffres-clés et des études
Un « comptage » ancien des crimes et délits connus des forces de sécurité, qualitativement pauvre mais récemment rendu plus fiable	Une statistique publique « conjoncturelle » sur neuf domaines des crimes et délits enregistrés
Des données détaillées riches sur ce même champ des crimes et délits	Des données pour chercheurs, des résultats locaux et thématiques enrichis sur InterStats



Merci de votre attention

CNIS - commission « Services publics et services aux publics »

novembre 2015